

Elections législatives en Azerbaïdjan, Le point à une semaine du scrutin

de Corinne Deloy

J-7
7 jours avant
le scrutin

4,8 millions d'Azerbaïdjanais renouvelleront le 7 novembre prochain les 125 membres du Milli Majlis, Chambre unique de leur Parlement. Ces élections législatives sont très importantes pour l'avenir de la République d'Asie centrale dirigée depuis 17 ans par la famille Aliev. En effet, lors des élections du 6 novembre 2005, les forces de l'opposition et les observateurs internationaux chargés de surveiller le scrutin avaient dénoncé le manque de transparence et de nombreuses fraudes, et avaient déclaré les élections «*non conformes aux engagements internationaux*». L'élection présidentielle du 15 octobre 2008, à laquelle les forces de l'opposition avaient refusé de participer, avait été marquée par des irrégularités.

Plus de 22 000 personnes, dont 581 observateurs internationaux, surveilleront le scrutin du 7 novembre. Paul Wille conduira la mission des 25 observateurs de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) et Odri Glower celle du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme (BIDDH) de l'OSCE. La Communauté des Etats indépendants (CEI) enverra 500 observateurs.

Outre le Parti du nouvel Azerbaïdjan (YAP) du Président de la République Ilham Aliev, 5 blocs électoraux sont en lice pour les élections législatives.

- Karabakh (Qarabag), coalition présidée par Taliyat Aliyev qui rassemble Umid (Espoir) d'Igbal Agazade et le Parti démocratique (ADP) de Serdar Jalaloglu ;
- Pour le bien du peuple (Insan Namine) qui réunit le Parti vert de Mayis Gulaliyev, le Parti libéral (ALP) d'Avez Temirkhan et le Parti des citoyens et du développement d'Ali Aliyev ;
- Démocratie (Demokratiya) formé du Parti des réformes démocratiques (PDR) d'Asim Mollazade et du Parti de la solidarité civile (VHP) de Sabir Rustamkhanli ;
- Réforme (Islahat) rassemble le Parti du front populaire unifié, Aadalyat (Justice), Takamul (Evolution) et le Parti du grand établissement de Fazil Mustafa ;
- le bloc formé par le Parti du front populaire et Musavat, dirigé par Isa Gambar.

Ces deux derniers partis ont annoncé qu'ils pourraient

fusionner à l'issue du scrutin. Le Parti du front populaire, dont les membres ont voté en faveur d'une unification sans conditions, semble cependant davantage intéressé par cette alliance. Beaucoup reste à faire cependant pour que les deux partis, qui ont des positions différentes sur plusieurs sujets, puissent fusionner. Ainsi, Musavat avait accepté les 4 sièges de députés remportés lors des élections de novembre 2005 contrairement au Parti du front populaire qui avait choisi de ne pas siéger au Parlement en raison des irrégularités observées durant le scrutin. Isa Gambar, ancien membre du Parti du front populaire, a déclaré que les deux partis sont plus proches qu'on ne pourrait le croire. «*Nos partis ont une idéologie proche, des buts similaires et le même désir de défier le régime en place*» a-t-il indiqué. Le Parti du front populaire a affirmé qu'il siègerait au Milli Majlis s'il obtenait des sièges le 7 novembre prochain.

Le Parti du nouvel Azerbaïdjan (YAP), qui revendique 520 000 membres, soit plus de 10% des Azerbaïdjanais, a choisi de mener une campagne de proximité, préférant le porte-à-porte aux grands meetings et même aux interventions télévisées de ses candidats (chaque personne qui se présente appartenant à un parti présentant au moins 61 candidats est autorisée à faire une intervention télévisée de 4 minutes). Le YAP aime à mettre en avant les diplômes et les com-

pétences professionnelles de ses candidats. « *Nous présentons des membres de l'Académie des sciences, dix recteurs d'université, environ vingt professeurs ou personnes titulaires d'un doctorat* » répète le chef du groupe YAP au Parlement, Ali Ahmedov.

Un groupe d'étudiants de l'université de Bakou a lancé une pétition demandant le retrait de la candidature des recteurs. Les étudiants affirment que le poste de recteur et celui de député ne sont pas compatibles, la loi interdisant à tout membre du Parlement de détenir un poste administratif autre que dans un domaine scientifique ou pédagogique. L'actuel recteur de l'université de Bakou (en poste depuis 1999), Abel Maharramov (YAP), devenu député en 2005, est candidat à un nouveau mandat. Il est opposé à Erkin Gadirli, ancien professeur de droit de l'université de Bakou, qui a coordonné la campagne en faveur de la libération d'Adnan Hajizade et d'Emin Abdullayev, deux bloggeurs arrêtés en juillet 2009 et condamnés respectivement à 2 ans

et 2,5 ans d'emprisonnement pour trouble à l'ordre public pour avoir réalisé un film satirique sur le gouvernement. Erkin Gadirli, qui se présente en indépendant et qui est soutenu par le bloc formé par le Parti du front populaire et Musavat, affirme que les lois sur la liberté académique l'ont obligé à quitter l'université pour se porter candidat.

Si les 111 candidats du Parti du nouvel Azerbaïdjan, actuellement majoritaire au Parlement ont tous été enregistrés, seuls 44 des 79 candidats du bloc formé par le Parti du front populaire et Musavat, 30 des 67 candidats du bloc Karabakh et 19 des 50 candidats du bloc Pour le bien du peuple ont été acceptés par la Commission électorale.

332 candidats se présentent sur les listes d'un parti ou d'un bloc électoral, 372 en indépendants.

A une semaine des élections législatives, aucun analyste n'anticipe une victoire des forces de l'opposition, désunies, le 7 novembre prochain.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA FONDATION

Pour une plus grande coopération militaire entre la France et le Royaume-Uni

Entretien d'Europe n°50 - 02/11/2010 - John Stevens

Le Service Européen pour l'Action Extérieure : vers une diplomatie commune ?

Question d'Europe n°184 - 25/10/2010 - Christophe Hillion, Maxime Lefebvre

Élections législatives en Moldavie – Analyse à un mois du scrutin – 28 novembre 2010

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.